

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2026 - 01-30
du 27 JAN. 2026**

**portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers
de la société BRUNO BORDEL TP au lieu-dit « Grande Plaine »
sur la commune de Courtenay**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre Ier (installations classées pour la protection de l'environnement), et notamment les articles L.181-14, R.181-44, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n°2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n°2515, n°2516, n°2517 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant l'exploitation du site de la société BRUNO BORDEL TP sur le territoire de la commune de Courtenay (38510) au lieu-dit « Grande Plaine » et notamment l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2021-12-10 du 10 décembre 2021 portant autorisation pour le renouvellement et l'extension de la carrière ;

Considérant le dossier de porter à connaissance transmis le 12 août 2025 par la société BRUNO BORDEL TP relatif à la modification des conditions d'exploitation de la carrière située « Grande Plaine » sur la commune de Courtenay et notamment la mise en place d'une installation de lavage en complément de l'actuelle installation de criblage ;

Considérant la demande de compléments de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère relative à l'analyse des incidences du projet de forage sur les eaux souterraines et les compléments transmis par la société BRUNO BORDEL TP le 11 décembre 2025 ;

Considérant la mise en place d'un prélèvement d'eau d'appoint pour alimenter l'installation de lavage des matériaux afin d'optimiser l'exploitation du gisement et la création d'un puits en vue d'effectuer un prélèvement dans les eaux souterraines ;

Considérant que l'installation de lavage sera équipée de bassins permettant un recyclage des eaux de process afin de limiter les prélèvements d'eau nécessaires au lavage des matériaux ;

Considérant l'incidence négligeable du forage projeté sur la masse d'eau souterraine et l'absence de rejet d'eau au milieu naturel ;

Considérant la nécessité de fixer des limites de prélèvements d'eau et de préciser les lieux de prélèvements ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère en date du 15 janvier 2026 ;

Considérant le courriel du 20 janvier 2026 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant la réponse de l'exploitant du 20 janvier 2026 indiquant l'absence d'observation ;

Considérant que les modifications sollicitées ne constituent pas une modification substantielle au titre du 1° et du 3° de l'article R.181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par les arrêtés susvisés, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, le bruit, les émissions de poussières, les sols, la préservation des eaux superficielle et souterraine ainsi que sur la biodiversité ;

Considérant que ces prescriptions complémentaires sont imposées à la société BRUNO BORDEL TP pour son installation de traitement de matériaux située « Grande Plaine » sur la commune de Courtenay, en application des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement le préfet peut solliciter l'avis de la commission ou du conseil mentionnés à l'article R.181-39 mais qu'en l'absence d'impact particulier, les modifications intervenues ne nécessitent pas de passage devant la commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS) « formation carrières » ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : Nature des installations

L'article 1.2.1 du chapitre 1.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2021-12-10 du 10 décembre 2021 autorisant la société BRUNO BORDEL TP (SIRET : 399 047 620 00022), dont le siège social est situé 55 Grande rue de Lancin – 38510 Courtenay, à renouveler et étendre l'exploitation d'une carrière et d'une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Courtenay au lieu-dit « Grande Plaine », est supprimé et remplacé comme suit :

« Article 1.2.1. Liste des installations

Article 1.2.1.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique ICPE	Régime *	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation/ Capacités maximales des installations
2510-1	A	Exploitation de carrière	Surface autorisée de 99 379 m ² Production annuelle moyenne : 30 000 t Production maximale annuelle : 45 000 t
2515-1a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, d'une puissance supérieure à 200 kW	Puissance maximale : 350 kW Puissance effective installée : 200,4 kW
2517-1	E	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux et déchets inertes, surface maximale supérieure à 10 000 m ²	Surface maximale : 11 000 m ²

* A : autorisation / E : enregistrement / D : déclaration

Article 1.2.1.2. Liste des installations concernées par une rubrique loi sur l'eau

Rubrique IOTA	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Capacités maximales des installations
1.1.1.0	D	Création d'un puits en vue d'effectuer un prélèvement temporaire dans les eaux souterraines	Le débit maximum prélevé est de : - 11 m ³ /h - 90 m ³ /j - 17.000 m ³ /an
1.1.2.0	D	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an.	

* A : autorisation / E : enregistrement / D : déclaration / NC : non classé »

Article 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Le chapitre 3.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-12-10 du 10 décembre 2021 est supprimé et remplacé par :

« CHAPITRE 3.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Article 3.2.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal		
				Horaire (m ³ /h)	Journalier (m ³ /j)	Annuel (m ³ /an)
Eau souterraine	Calcaires jurassiques et moraines de l'Ile Crémieu	FRDG105	X= Y = *	11	90	17 000

*** L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées dans le délai d'un mois après réalisation du forage les coordonnées spatiales.**

Article 3.2.2. Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eau

Les prélèvements d'eau dans le forage suivant sont autorisés pour l'alimentation de l'installation de lavage des matériaux extraits sur la carrière :

Nom du forage et ressource en eau concernée	Localisation	Code BSS	Volume de prélèvement autorisé
Forage nappe d'accompagnement des Calcaires jurassiques et moraines de l'Ile Crémieu	X (m) Y(m)	*	17 000 m ³ /an

*** L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées dans le délai d'un mois après réalisation du forage le code BSS et les coordonnées spatiales.**

Le forage aura les caractéristiques définies dans le dossier de porter à connaissance transmis le 12 août 2025.

Le forage sera réalisé suivant la norme AFNOR FD-X-31-614 et dans le respect de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Article 3.2.3. Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement hors période de sécheresse, hebdomadairement dès que le niveau d'alerte renforcée sécheresse est déclenché. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et, a minima, en période d'alerte renforcée ou de crise sécheresse, renseignés sur le logiciel GIDAF. »

Article 3 : Publication

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Courtenay et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Courtenay pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire

de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Courtenay sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BRUNO BORDEL TP.

La préfète



Catherine SÉGUIN

27 JAN. 2026